

# **l'Humanité**

Edition de HUMANITE-QUOTIDIEN

Mercredi 5 Mars 2008

régions

## **Grand Paris : l'UMP prépare sa revanche**

**Île-de-France . La droite charge la Ville et le conseil régional de tous les maux pour que l'État « impose » le projet de Sarkozy... après les élections.**

La droite a fait feu de tout bois, et pas toujours du meilleur, pour le projet du Grand Paris de Nicolas Sarkozy lors des assises Paris cœur d'agglomération, jeudi 28 février, en présence, notamment, de Françoise de Panafieu, tête de liste UMP aux élections municipales, Roger Karoutchi, secrétaire d'État (UMP) et chef de file de la droite au conseil régional d'Île-de-France.

Annonçant sa volonté « de prendre le taureau par les cornes pour avancer vers le Grand Paris », seul moyen à ses yeux de régler les problèmes des transports, du logement, du développement économique, Françoise de Panafieu dénonce « la propension du maire de Paris à développer, avec la conférence métropolitaine, un débat d'où jamais rien de concret ne sort ». De son côté, Roger Karoutchi affirme « que l'échelle de la ville, du département ne sont plus pertinents pour régler les problèmes », la région ne répondant pas « aux enjeux ».

Cependant, quand le maire centriste de Rosny-sous-Bois, Claude Pernès, conseiller régional et président de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF), rappelle quelques vérités, cela fait des remous dans la

salle. Ainsi, rappelle-t-il, « Bertrand Delanoë a renoué le dialogue avec les maires de banlieue dès 2002 », ou bien « la conférence métropolitaine animée par Pierre Mansat, adjoint (PCF) de Paris, où j'étais présent mais pas les élus UMP, a permis d'avancer sur ce que pourraient être des coopérations nouvelles ». Claude Pernès ajoute que « le conseil régional avec le schéma de développement régional (SDRIF) pour réduire les inégalités, avec le Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF) pour les transports collectifs ou la perspective d'un Syndicat du logement en Île-de-France (SLIF) pour le logement notamment social... avance ». Résultat, une bronca l'oblige à se taire et Roger Karoutchi, un brin contrarié, déclare : « Nous ne sommes pas obligés de parler de tous les délires du conseil régional. »

Celui qui pourrait, lors d'un remaniement ministériel, avoir le Grand Paris en charge, a souhaité un véritable « plan Marshall pour les transports quand on sait que le seul Métrophérique nécessite 8 milliards d'euros ». Ce qui fait dire aux adjoints de Paris, Anne Hidalgo (PS) et Pierre Mansat (PCF), dans une déclaration : « L'État n'a pas mis un

centime dans la prolongation du tramway et rien n'indique qu'il tiendra ses engagements financiers pour 2008 en matière de transport en commun ! » La droite veut aller vite et rendre les choses irréversibles sur le Grand Paris. Ainsi, Roger Karoutchi a annoncé, pour fin 2008, « un texte loi instituant une structure de projet qui pourrait prendre la forme d'un syndicat mixte » avec l'État, la région, les départements et les communes. Étape conduisant, à terme, car pour l'heure le sujet est jugé trop sensible, à la disparition des départements de la petite couronne. Le sénateur (UMP) Philippe Dallier affirmait récemment dans un rapport vouloir une nouvelle entité territoriale regroupant Paris, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis. A-t-il simplement parlé trop tôt et trop vite ? En tout cas, pour Claude Goasguen, président du groupe UMP au conseil de Paris, le premier objectif « c'est que Bertrand Delanoë, qui ne veut pas du Grand Paris, disparaisse de la circulation ». Tout un programme.

**Max Staat**